



Un Plan d'Action Bio est nécessaire

DONNER UN SIGNAL CLAIR EN FAVEUR DU BIO

Martin Bossard, responsable de la politique

Bio Suisse soutient dans les grandes lignes la politique agricole proposée par le Conseil fédéral, mais des améliorations sont encore nécessaires. Et la Confédération n'a toujours pas adopté de plan d'action en faveur du secteur agroalimentaire biologique suisse.

Les ventes de produits bio continuent de progresser, mais, malgré les prix généralement équitables versés aux producteurs, l'agriculture suisse n'est toujours pas en mesure de satisfaire les besoins toujours plus importants en aliments bio. Bio Suisse veut donc qu'un plus grand nombre de familles paysannes suisses se tournent vers l'agriculture biologique et produisent pour un marché en pleine croissance. La Suisse bénéficie d'un bon positionnement dans le domaine de la production écologique, et elle ne doit en aucun cas céder d'avantage de terrain à l'étranger sur ce marché d'avenir rentable et durable.

L'influence de la politique agricole

L'agriculture biologique présente aujourd'hui des avantages économiques évidents par rapport à la production conventionnelle, mais la reconversion à l'agriculture biologique prend du temps et comporte des risques financiers. Des enquêtes conduites auprès d'agriculteurs ont mis en évidence que les conditions cadres politiques interviennent pour une large part dans une décision de reconversion à l'agriculture biologique. Bio Suisse continue de tout mettre en œuvre pour que le Conseil fédéral et le Parlement s'engagent clairement en faveur de l'agriculture biologique dans le cadre de la politique agricole 2014-2017.

Bio Suisse soutient globalement les grandes orientations de la politique agricole 2014-2017. Il est essentiel de renforcer la production alimentaire suisse et d'indemniser de manière ciblée les prestations sociétales fournies par les agriculteurs, et le contribuable doit se rendre compte des prestations qu'il obtient de l'agriculture pour chaque franc versé pour les paiements directs.

Se positionner grâce à une stratégie de qualité

Comme c'est déjà le cas pour la plupart des secteurs économiques, seule une stratégie fondée sur la qualité peut permettre à l'agriculture suisse de s'imposer sur des marchés toujours plus tendus et concurrentiels. Bio Suisse soutient également l'émergence d'une stratégie de qualité comme nouvel élément de la politique agricole. Opter pour une production durable permettrait en effet à l'ensemble de l'agriculture suisse de se profiler efficacement sur des marchés de plus en plus ouverts. Pour y parvenir, il convient d'appliquer un savant dosage « de pain et de fleurs » (en d'autres termes: de produits alimentaires et de biodiversité). L'agriculture biologique jouera dans ce domaine un rôle primordial. Ainsi que le Conseil fédéral le relève dans sa réponse à une interpellation: « L'agriculture biologique constituera selon toute vraisemblance un pilier essentiel dans la mise en œuvre de la stratégie qualité prévue pour l'agriculture suisse. »



Bio Suisse exige des mesures supplémentaires

Malgré l'évaluation globalement positive de la politique agricole proposée par le Conseil fédéral, Bio Suisse considère que des efforts supplémentaires doivent être réalisés en faveur de l'agriculture biologique. L'écart important entre la demande et la production suisses démontre que des mesures complémentaires sont nécessaires afin d'inciter un nombre plus élevé d'agriculteurs à saisir les possibilités de production offertes par l'agriculture biologique. Nous préconisons donc les mesures suivantes:

- **Accroître les contributions liées aux prestations:** Le processus de développement des paiements directs doit lier plus étroitement les contributions aux prestations. Si l'on s'en tient à la volonté du Conseil fédéral, le nouveau système prévoit de continuer à verser plus de 2 milliards de francs par année pour le simple fait d'exploiter une surface agricole (contributions à la qualité du paysage, contributions à la sécurité de l'approvisionnement) par un paysan qui peut avoir déjà reçu précédemment des paiements directs (contributions à l'adaptation).
- **Etablir un Plan d'Action Bio:** Notre voisin oriental nous montre l'exemple : membre de l'Union Européenne, l'Autriche possède des conditions comparables aux nôtres, et elle a ancré son positionnement avec succès sur une stratégie de qualité. L'agriculture et la filière alimentaire biologiques y sont particulièrement bien soutenues par un plan d'action spécifique. Avec 19,5% de la surface agricole utile cultivée en bio, l'Autriche caracolait à fin 2010 en tête des pays de l'UE. La Suisse ne peut se passer de cet instrument stratégique si elle veut s'imposer sur des marchés toujours plus ouverts. Bio Suisse demande de ce fait au Conseil fédéral de revenir sur la position négative qu'il a adoptée à ce propos dans sa réponse à quatre interpellations.
- **Augmenter les contributions au système de production bio:** Les contributions versées au système de production bio doivent être doublées: sur les 2,8 milliards de francs prévus pour les paiements directs, le Conseil fédéral entend affecter à l'avenir un seul pour cent aux fermes biologiques. Bio Suisse estime que ce montant est beaucoup trop faible au regard de l'importance des fonds utilisés par la Confédération de manière indiscriminée comme par exemple le demi-milliard de francs prévu par année au titre des « contributions d'adaptation ». Il serait à cet égard plus judicieux de soutenir un système de production qui fournit aux consommateurs les produits demandés par le marché.

En répondant positivement aux revendications des paysans bio sur ces points précis, les autorités politiques enverraient un message clair à tous les paysans conventionnels qui s'interrogent sur une éventuelle reconversion à l'agriculture biologique. Bio Suisse a donc l'intention d'intensifier ses efforts pour que le Conseil fédéral et le Parlement adoptent une politique agricole qui rende justice à une agriculture écologique, économique et sociale.